



Le rendez-vous de l'économie

Janvier 2016

Sondage réalisé par



pour



, Les Echos

et



Publié le 21 janvier 2016

Levée d'embargo le 20 janvier 2016 – 22H30

Recueil



Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet les **14 et 15 janvier 2016**

Echantillon



Echantillon de **1 011 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français souhaitent une accélération du rythme des réformes mais n'y croient pas

En octobre dernier, François Hollande assurait qu'il réformerait la France jusqu'au « dernier jour de son mandat ». Cette déclaration devrait satisfaire les Français puisqu'une majorité d'entre eux (54%, soit 4 points de plus qu'en mars dernier) souhaite que le gouvernement accélère le rythme des réformes d'ici la fin du quinquennat. Ceux qui, à l'inverse, souhaitent un ralentissement du rythme des réformes sont deux fois moins nombreux (23%). Restent 22% de Français estimant que le rythme des réformes est le bon et qu'il faut les poursuivre au même rythme.

Cette volonté d'accélérer le rythme est commune chez tous les Français, de gauche (54%) comme de droite (58%), un consensus qui devrait raisonner aux oreilles d'un gouvernement à un moment où il cherche à réunir les Français autour de valeurs et d'objectifs communs.

Entre souhait et pronostic, le gap est souvent très important. Interrogés sur ce que, d'après eux, le gouvernement va faire d'ici 2017, 50% des Français pronostiquent un maintien du rythme des réformes. Ils sont deux fois moins nombreux à pronostiquer une accélération (27%)... soit presque autant que ceux qui prévoient un ralentissement (22%).

Baisse du chômage et croissance, tels sont les objectifs fixés par les Français au gouvernement d'ici la fin du quinquennat

S'ils souhaitent une accélération du rythme des réformes, c'est que celles déjà mises en place n'ont pas donné le résultat escompté et notamment sur deux fronts : le chômage et la croissance. C'est en effet le deuxième enseignement de notre sondage. Interrogés sur les objectifs économiques et sociaux que pourrait se fixer le gouvernement d'ici 2017, ils placent en tête la baisse du chômage (27%) et la relance de la croissance économique (24%).

Notons d'ailleurs que sympathisants de gauche et de droite ne placent pas en tête la même priorité. Les premiers attendent le gouvernement sur la baisse du chômage (32%) quand les seconds estiment qu'il faut avant tout relancer la croissance économique (31%).

Les Français complètent la liste des priorités qu'ils fixent au gouvernement par la baisse des impôts et des taxes des particuliers (19%), l'augmentation de leur pouvoir d'achat (16%) et par la diminution de la pauvreté et de la précarité (14%).

Pour favoriser l'emploi, les Français attendent le gouvernement sur un développement et un encadrement des nouvelles formes de travail liées au numérique et sur une grande réforme fiscale

François Hollande a dévoilé, ce lundi 18 janvier, les grands contours de son plan pour l'emploi. Nous avons souhaité interroger les Français sur une liste de réformes potentiellement incluses dans celui-ci.

En tête des mesures plébiscitées, on trouve le développement et l'encadrement des nouvelles formes de travail liées au numérique chères à Emmanuel Macron (84% des Français l'approuvent) mais aussi une promesse de campagne du candidat Hollande qui ne devrait vraisemblablement pas voir le jour : une vaste remise à plat de la fiscalité (83%).

Une large majorité de Français approuverait une mesure permettant aux entreprises de déroger à la règle des 35H en cas d'accord avec les organisations syndicales (69%), la mise en place d'un contrat unique (59%) et la réduction ou la dégressivité de l'indemnisation chômage (58%).

Les Français sont en revanche défavorables au plafonnement des indemnités prud'homales (56%) et au report de l'âge de la retraite (72%).

*Emile Leclerc, Directeur d'études
@emile_leclerc*

Réformes économiques et sociales : le grand tournant français ?

En 2012, le Président François Hollande faisait du chômage sa priorité et la thématique sur laquelle il serait jugé à la fin de son quinquennat. De la loi sur le travail en 2013, au pacte de responsabilité en 2014 avec près de 40 milliards d'euros d'allègements de charges ou encore, dernièrement, la loi Macron pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances, l'exécutif n'a pas ménagé sa peine pour que l'économie reparte.

Fin 2015, le chef de l'exécutif décrétait « l'état d'urgence économique et social » et annonçait pour le début d'année 2016 de nouvelles mesures fortes pour l'emploi. La déclaration du Président, lundi matin, devant les acteurs de l'entreprise et de l'emploi ébauche ce qui semble être l'une des dernières grandes réformes du quinquennat. Une allocution qui s'est faite dans un triple contexte : les attentes croissantes des Français en matière économique et de l'emploi, un horizon électoral qui se dessine mais aussi une situation un peu plus favorable sur les finances publiques liées aux très faibles taux d'intérêt permettant la dépense publique.

Dans ce contexte à la fois de pessimisme pour l'année à venir mais aussi une forte volonté de changement pour sortir de l'ornière, on remarque que les français sont prêts à aller loin dans les réformes.

Ainsi, selon notre sondage Odoxa pour Fti Consulting, Les Echos et Radio-Classique, une majorité de Français (54% soit 4 points de plus qu'en mars 2015) souhaite que le gouvernement accélère ses réformes d'une manière générale et en particulier en matière économique. De son côté, l'exécutif qui, depuis 4 ans avait fait de la réduction de la dette publique, son cheval de bataille, a présenté deux grands plans, l'un pour la jeunesse avec un budget de 1 milliards d'euros pour la mise en place d'un service civique, l'autre pour la réduction de la courbe du chômage en injectant 2 milliards d'euros auprès des PME et en amplifiant les propositions.

Alors que ce sondage avait lieu quelques jours avant la prise de parole de l'exécutif, plusieurs priorités retiennent l'intérêt des Français et viennent corréliser celles du Président de la République :

Les Français sont 84% à être favorables à une réforme pour favoriser et mieux encadrer les nouvelles formes de travail liés au développement numérique. Comme l'a rappelé le Président de la République lundi dernier, ce sera l'objectif de la loi présentée actuellement par Axelle Lemaire à l'Assemblée nationale et qui sera complétée par la future loi El Khomri. Ces deux projets de loi devront apporter un cadre spécifique aux nouvelles formes d'emploi et d'activités émergent de la révolution digitale.

Sur le plan des grands changements, 69% d'entre eux pensent aussi que la période est propice pour permettre aux entreprises de déroger à la règle des 35h en cas d'accord avec les organisations syndicales. Là aussi, et toujours dans le cadre du dialogue social, la loi El Khomri prévoit de réécrire les règles en matière d'organisation et de temps du travail.

Les Français, dans leur grande majorité, sont favorables à la réduction de la durée de l'indemnisation chômage pour 58% d'entre eux. Là aussi, le Président a souligné que la France est le pays européen qui indemnise le plus longtemps et que la nouvelle loi du travail devra s'y pencher et renégocier la convention d'assurance-chômage

Mais, les attentes du patronat paraissent elles aussi entendues puisque 59% des Français sont favorables à une réforme du contrat de travail en proposant à la place du CDI un contrat de travail unique avec des droits qui augmentent au fur et à mesure des années. Sur cette initiative, le chef de l'exécutif renvoi au dialogue social et à l'accord collectif afin que les partenaires sociaux s'emparent ensemble du sujet.

Le Gouvernement et le Président de la République ont sans aucun doute bien saisi les attentes de l'opinion publique, c'est ce que démontrent les dernières annonces. Mais le temps presse car au-delà des annonces les électeurs jugeront avant tout sur les résultats.

Guillaume Granier, managing Director

Guillaume Granier est Co-managing director de FTI Consulting Paris, spécialisé en communication corporate et financière. Il était auparavant Directeur conseil en communication Corporate au sein de l'agence TBWA/Corporate où il a conseillé des groupes comme Carrefour, Gemalto, Ipsos, Arcelor-Mittal ...

Guillaume a conduit des opérations et des campagnes publicitaires sur leur stratégie de marque et de développement pour de nombreuses entreprises françaises et internationales ainsi qu'à l'occasion de l'ouverture du capital d'Autoroutes Paris-Rhin-Rhône, l'OPA de Mittal sur Arcelor... et conseillé BNP Paribas Investment Partner ou Ernst & Young...

Guillaume était auparavant consultant au sein de l'agence de communication financière Polytems. Guillaume est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et d'une licence de droit des affaires de l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.

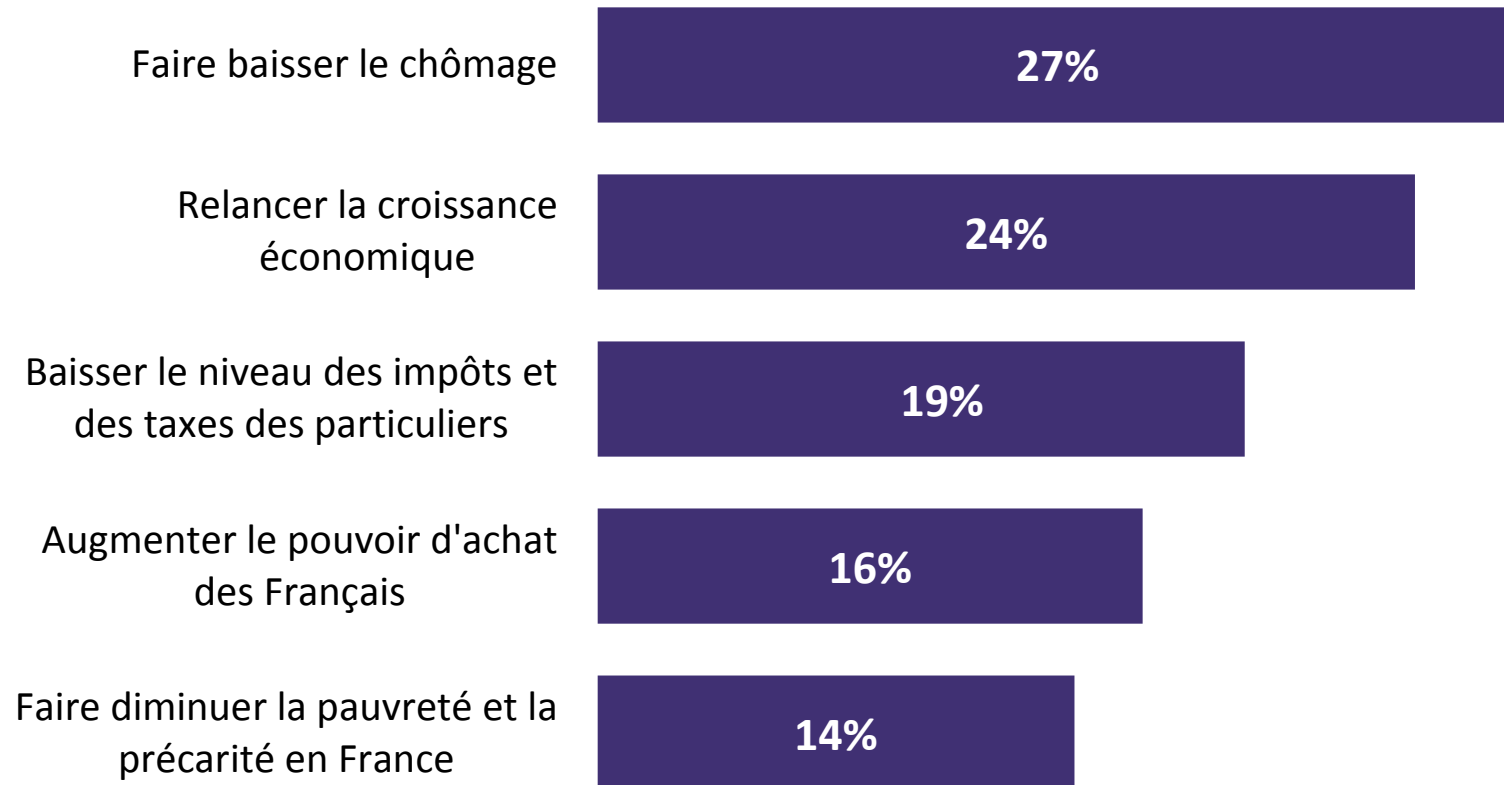
A propos de FTI Consulting

FTI Consulting est un groupe international de conseil aux dirigeants comptant plus de 3.900 employés présents dans 22 pays, aux Amériques, en Asie, en Australie et en Europe. En France, FTI Consulting Strategic Communications est leader en stratégies d'informations dans les domaines de la communication corporate, financière et d'influence.

Les objectifs économiques et sociaux les plus prioritaires

Voici un certain nombre d'objectifs économiques et sociaux que pourrait se fixer le gouvernement d'ici à la présidentielle de 2017.

Parmi ces objectifs, quel est, à vos yeux, le plus prioritaire ?



Les objectifs économiques et sociaux les plus prioritaires selon la proximité partisane

Voici un certain nombre d'objectifs économiques et sociaux que pourrait se fixer le gouvernement d'ici à la présidentielle de 2017.

Parmi ces objectifs, quel est, à vos yeux, le plus prioritaire ?

Sympathisants de gauche

Faire baisser le chômage

32%

Faire diminuer la pauvreté et la précarité en France

21%

Relancer la croissance économique

18%

Augmenter le pouvoir d'achat des Français

16%

Baisser le niveau des impôts et des taxes des particuliers

12%

(NSP)

1%

Sympathisants de droite

Relancer la croissance économique

31%

Baisser le niveau des impôts et des taxes des particuliers

25%

Faire baisser le chômage

19%

Augmenter le pouvoir d'achat des Français

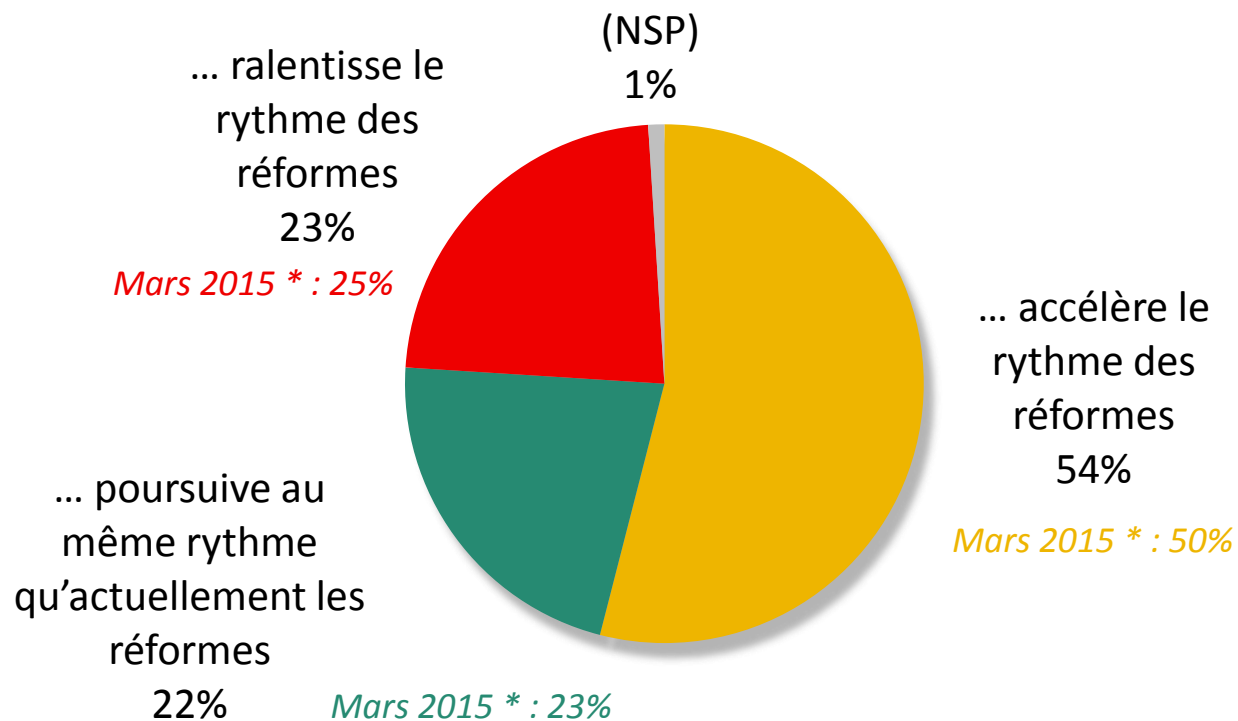
16%

Faire diminuer la pauvreté et la précarité en France

9%

Souhait à l'égard du rythme des réformes

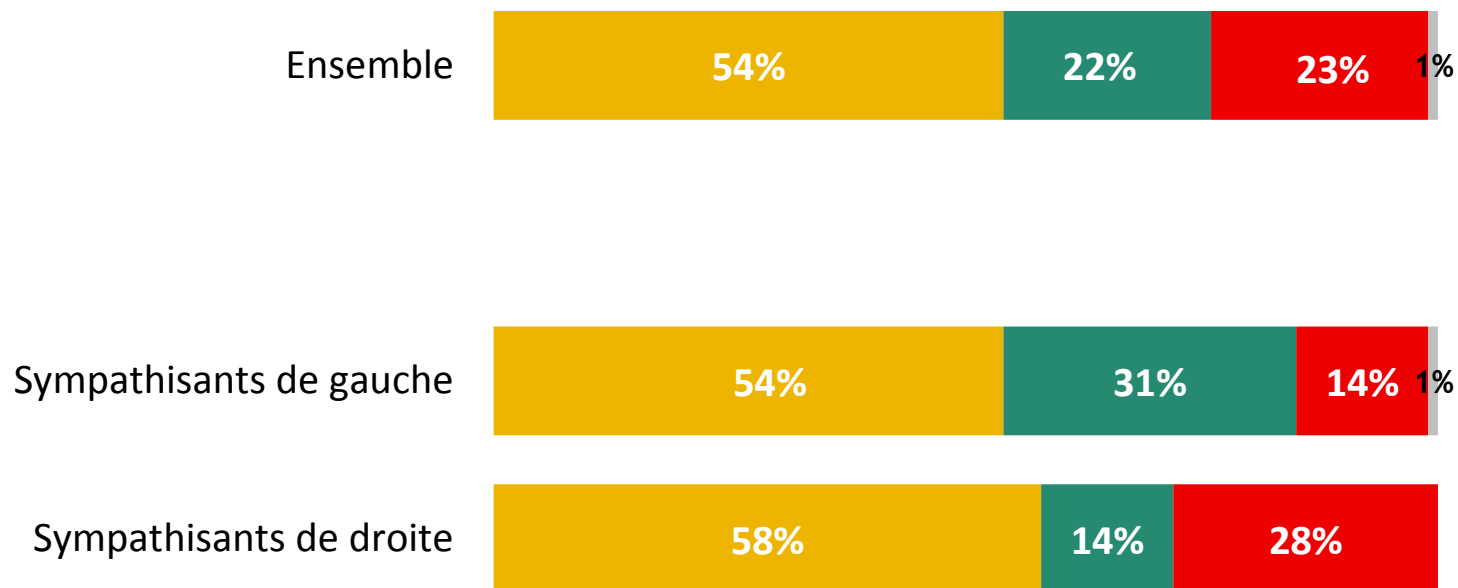
D'ici la fin du quinquennat, souhaitez-vous qu'en matière de réformes économiques, le gouvernement ...



* Enquête Odoxa pour L'Express, la Presse Régionale et France Inter réalisée du 19 au 20 mars 2015.

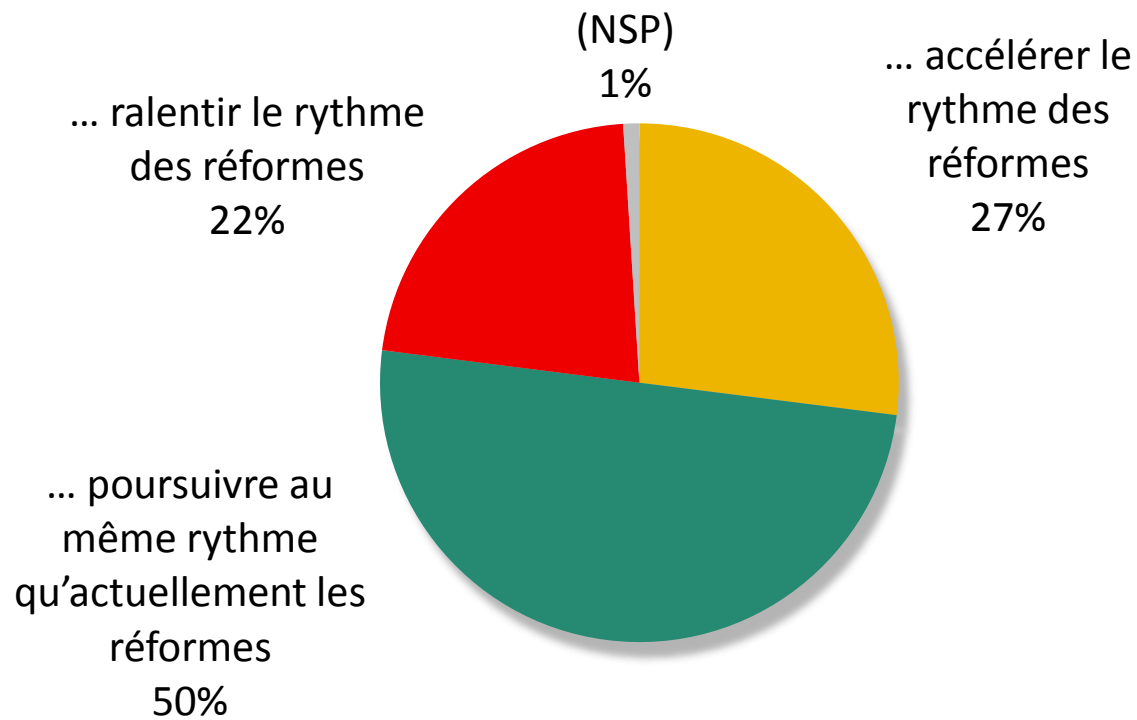
Souhait à l'égard du rythme des réformes selon la proximité partisane

D'ici la fin du quinquennat, souhaitez-vous qu'en matière de réformes économiques, le gouvernement ...



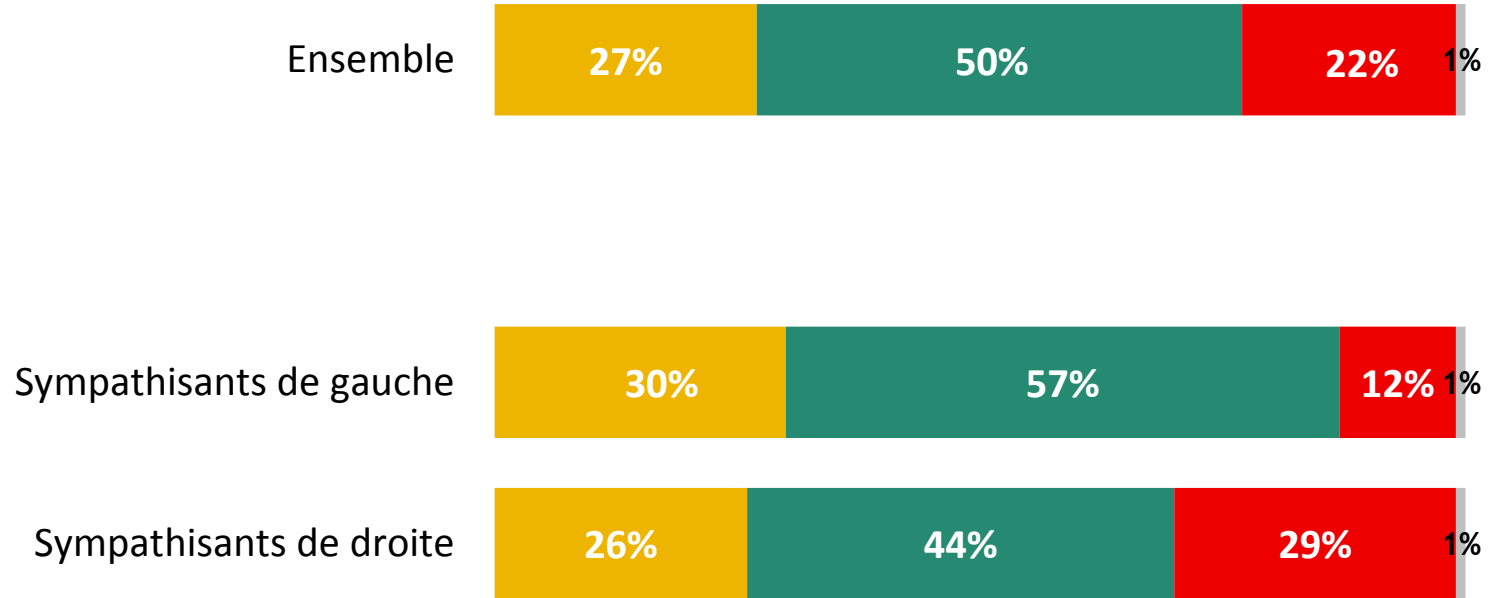
- ... accélère le rythme des réformes
- ... poursuit au même rythme qu'actuellement les réformes
- ... ralentisse le rythme des réformes
- (NSP)

Et pensez-vous que d'ici la fin du quinquennat, le gouvernement va...



Pronostic sur le rythme des réformes du gouvernement selon la proximité partisane

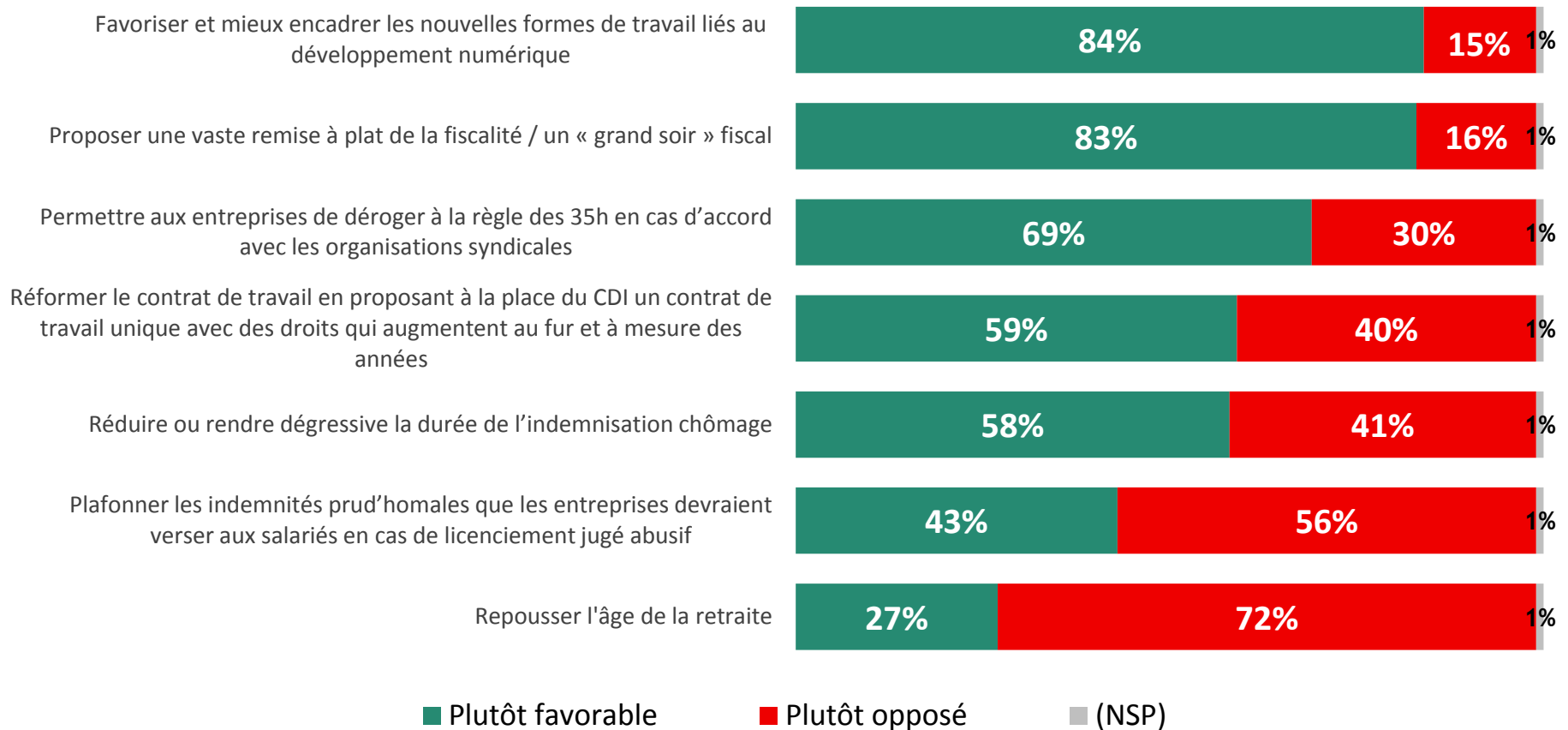
Et pensez-vous que d'ici la fin du quinquennat, le gouvernement va...



- ... accélérer le rythme des réformes
- ... poursuivre au même rythme qu'actuellement les réformes
- ... ralentir le rythme des réformes
- (NSP)

Regard porté sur des réformes visant à favoriser l'emploi

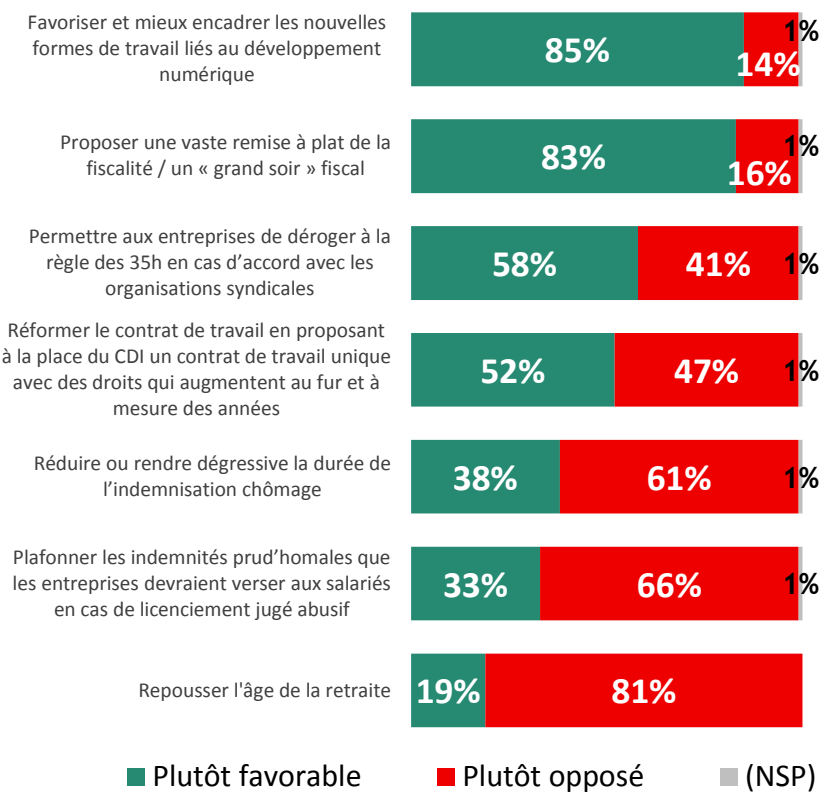
Voici un certain nombre de réformes que pourrait proposer le gouvernement afin de favoriser l'emploi. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous y seriez favorable.



Regard porté sur des réformes visant à favoriser l'emploi selon la proximité partisane

Pour lutter plus efficacement contre le chômage, certains experts viennent de proposer des mesures assez radicales. Pour chacune de ces mesures dites-moi si vous pensez qu'elles pourraient être efficaces :

Sympathisants de gauche



Sympathisants de droite

